

Manifeste des jeunes pour les droits numériques



Les jeunes constituent le groupe d'utilisateurs le plus important d'Internet, mais ils sont souvent les plus éloignés des forums de gouvernance de l'Internet. Le projet La Voix des Jeunes pour les Droits Numériques a réuni quinze jeunes militants dans un espace multirégional et multilingue afin d'apprendre, de partager et de co-crée des solutions aux défis numériques actuels.



Les voix des jeunes pour les droits numériques



Au cours de quatre sessions en ligne, les participants ont développé un langage commun sur les droits numériques, se sont familiarisés avec la gouvernance multipartite de l'Internet et ont partagé leurs points de vue uniques sur le changement. Avec le soutien d'une équipe d'experts techniques, de conteurs et d'animateurs, les participants ont élaboré un Manifeste des jeunes pour les droits numériques. Ce manifeste invite les gouvernements, les entreprises, les bailleurs de fonds, la société civile et les autres décideurs en matière de gouvernance de l'Internet à prendre des mesures concrètes pour concrétiser leur vision d'un avenir numérique meilleur.



VISION



Nous envisageons un avenir numérique où
l'Internet est participatif, abordable, transparent,
sûr, inclusif et responsable.



APPELS À L'ACTION

Participatif

- Veiller à ce que les forums sur la gouvernance de l'Internet permettent aux jeunes de participer de manière significative et influente aux décisions.
- Financer les initiatives, les processus d'engagement et la participation significative des jeunes en matière de gouvernance de l'Internet.
- Amplifier les perspectives des régions majoritaires mondiales dans les forums sur la gouvernance de l'Internet et les processus décisionnels.

Abordable

- Garantir un accès fiable et de haute qualité à Internet à un prix abordable pour tous.



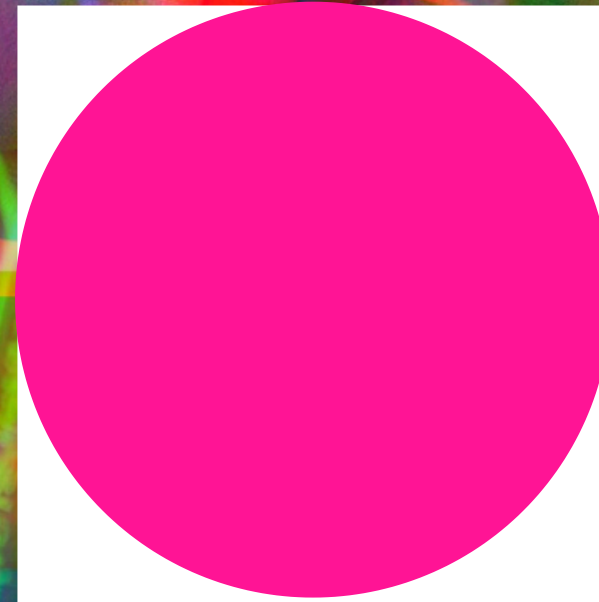
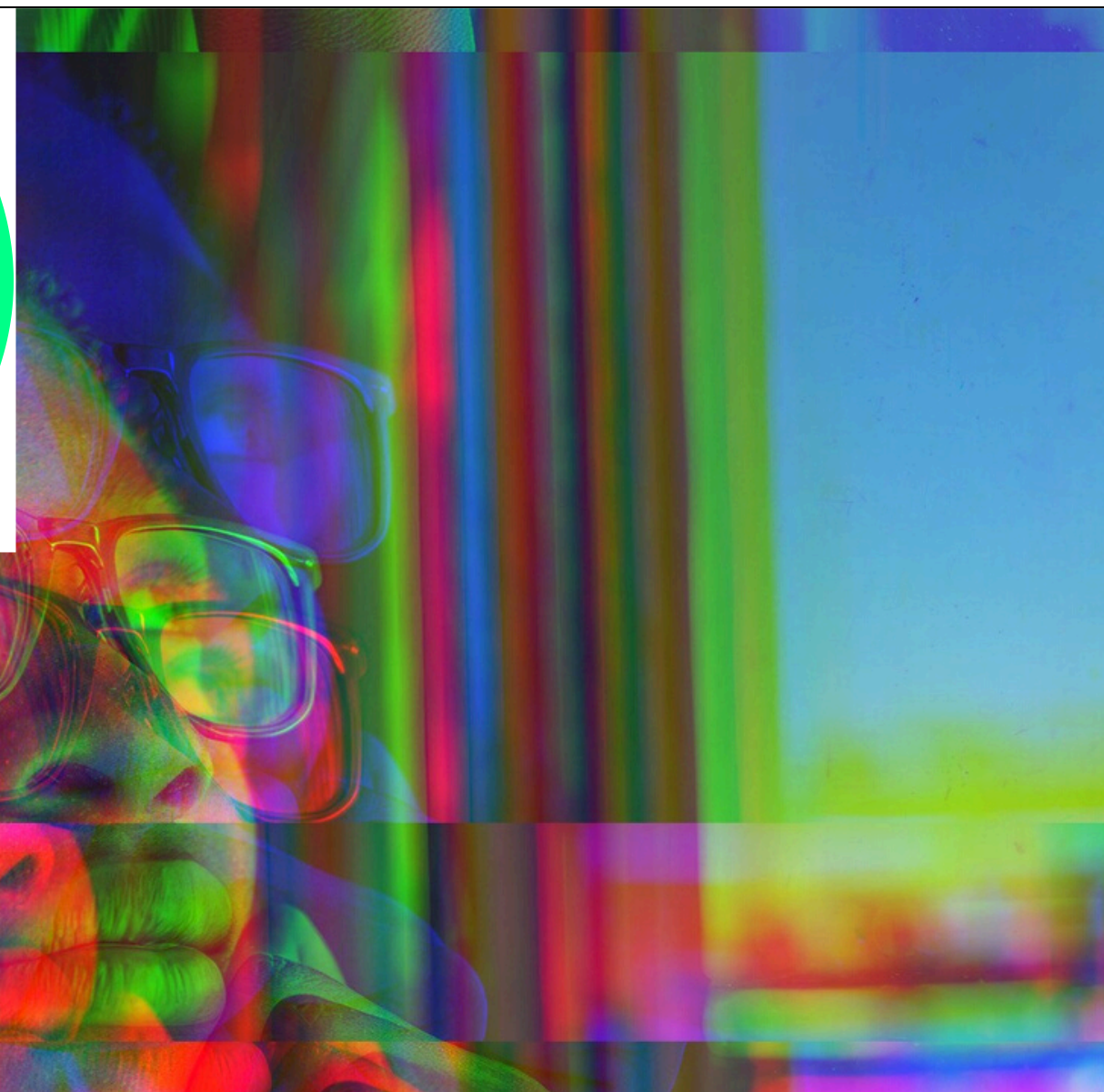
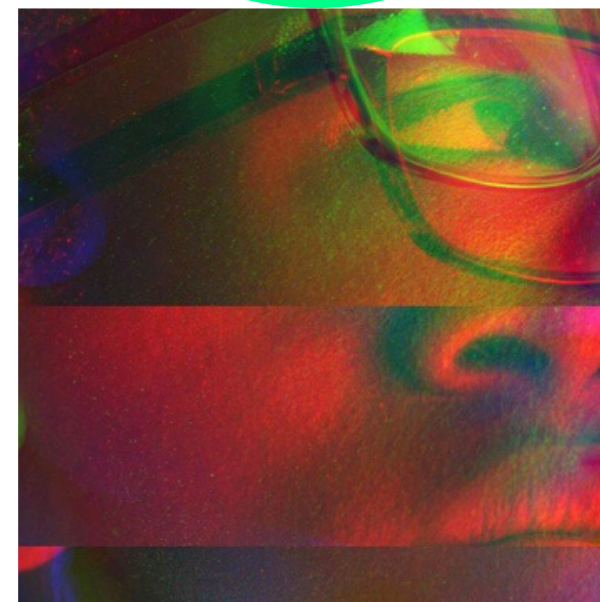
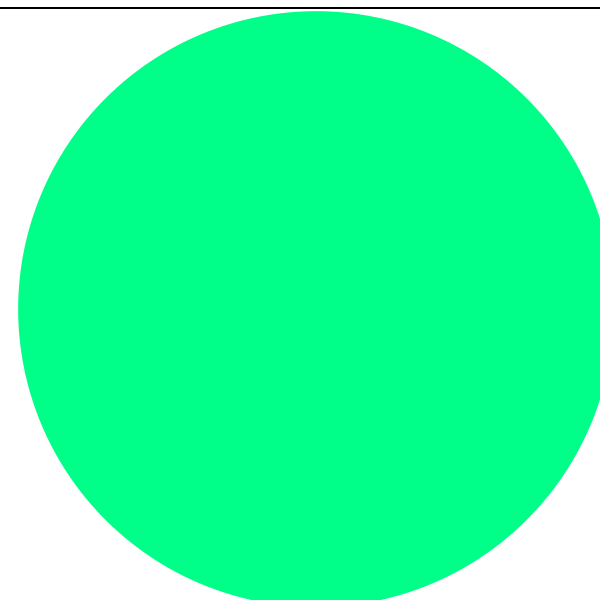
Transparent

- Accroître les investissements dans l'éducation aux médias afin que les internautes soient mieux informés sur leur participation aux espaces numériques, d'autant plus que la quantité d'informations disponibles sur Internet ne cesse d'augmenter.
- Promouvoir une plus grande transparence et une plus grande responsabilité de la part des entreprises dans la collecte, l'utilisation et la gestion des données personnelles dans l'espace numérique, en adoptant une approche fondée sur les droits humains qui va au-delà des réglementations nationales existantes.
- Garantir la clarté des algorithmes et donner aux utilisateurs les moyens de prendre des décisions éclairées. Exiger des plateformes qu'elles expliquent clairement pourquoi elles affichent certains contenus et fournissent aux utilisateurs des outils concrets pour contrôler leur expérience en ligne, afin d'empêcher la manipulation de l'attention et les biais qui limitent la diversité de l'information.
- Résister au techno-optimisme : la technologie seule ne peut résoudre les problèmes sociaux, politiques ou économiques structurels – la composante humaine est nécessaire pour élaborer des solutions durables qui placent les personnes concernées au centre.



Sûr

- Renforcer les mécanismes existants et en développer de nouveaux afin de mieux protéger les droits des personnes dans l'espace numérique, notamment, mais sans s'y limiter, les données et la vie privée, la liberté d'expression et la sécurité en ligne. Ces mécanismes doivent être dotés de ressources, utiliser des approches fondées sur des preuves et être en mesure d'appliquer efficacement les lois et les politiques.
- Protéger les communautés historiquement marginalisées contre les préjudices et la discrimination en créant des espaces numériques plus sûrs grâce à des réglementations et des politiques inclusives, notamment contre la surveillance de masse, les coupures d'Internet et l'utilisation abusive des outils numériques par les États et les entreprises.



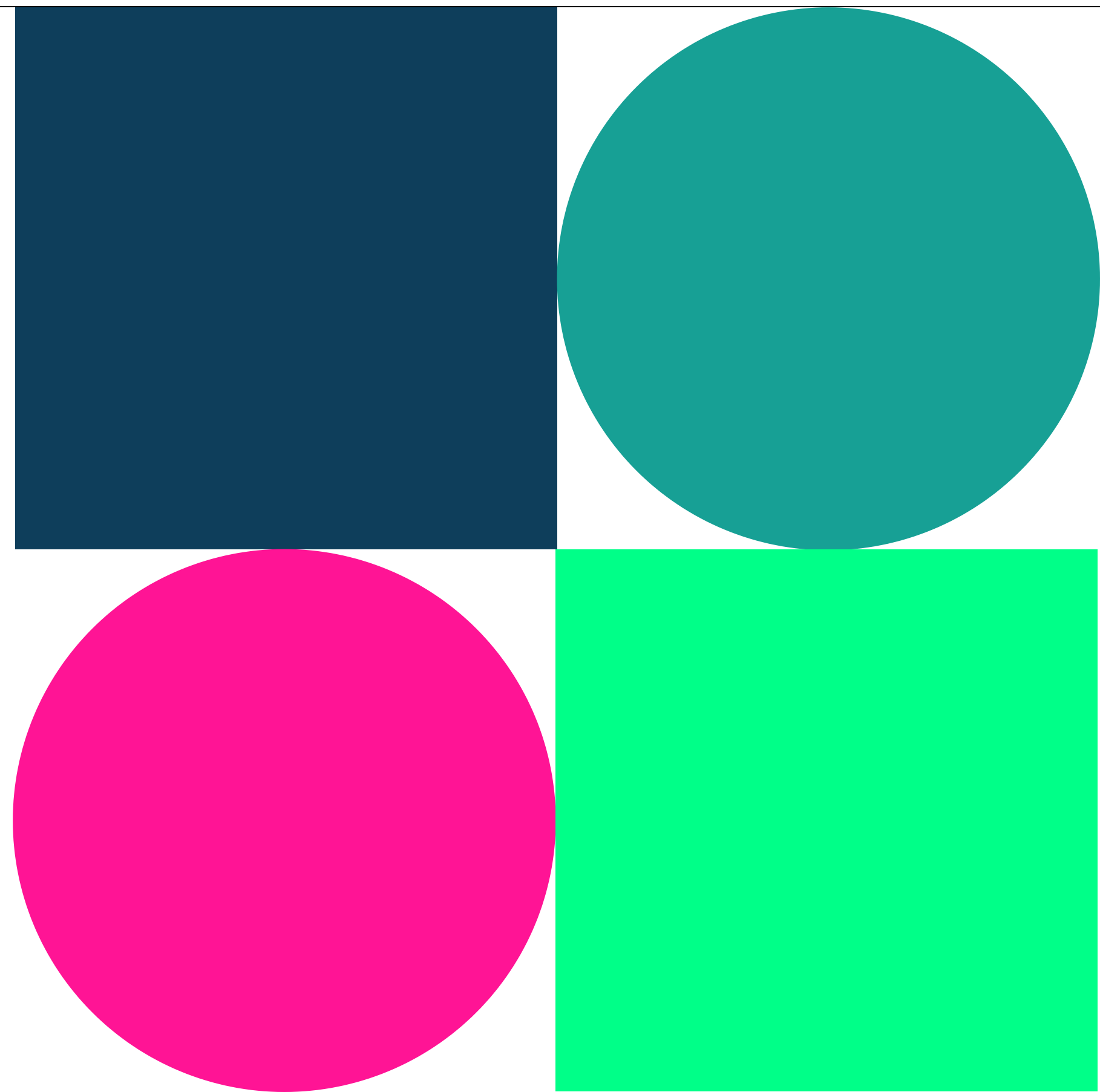


Inclusif

- Adapter et localiser la prise de décision, les stratégies et le déploiement technologique afin de répondre aux nuances des différents contextes locaux, en particulier dans les régions majoritaires du monde et les communautés linguistiques diverses.
- Utiliser Internet comme un outil pour lutter contre les inégalités structurelles et ne pas les aggraver, notamment en matière de revenus, d'identité et d'expression de genre, de handicap, de langue, de religion, d'origine ethnique et de situation géographique.
- Reconnaître et protéger les droits dans l'économie numérique. Mettre en place des cadres qui protègent les personnes qui utilisent Internet comme moyen de travail et de subsistance, en garantissant des conditions équitables et en prévenant la précarité de l'emploi résultant de modifications arbitraires des plateformes ou de leurs conditions d'utilisation.
- Ne laisser aucune communauté de côté.

Responsable

- Veiller à ce que les personnes disposent de moyens accessibles pour contester les préjudices numériques, les décisions des plateformes et les violations des droits, grâce à des mécanismes efficaces de justice et de recours.
- Garantir un développement numérique durable et responsable envers les générations actuelles et futures. Donner la priorité aux infrastructures et aux appareils respectueux de l'environnement qui réduisent la consommation d'énergie et la production de déchets technologiques, afin que les progrès numériques ne nuisent pas à la relation avec l'environnement pour les générations futures.





Fundación
karisma



Co-funded by
the European Union

Voix des jeunes

POUR
**LES DROITS
NUMÉRIQUES**



Charlemagne Agbassa
Bénin



Huguette Oke
Bénin



Francia Andriamanantena
Madagascar



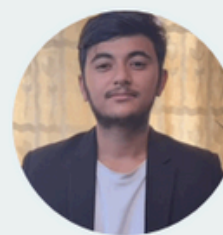
Kasumi Ranasinghe Arachchige
Sri Lanka



Mar Marín
Mexique



Rhoda Julius
Tanzanie



Ganga Bahadur Gautam
Népal



Nancy Borissova
Bulgarie



Aurelio Mofuga
Tanzanie



Jhonatan Dueñas
Ecuador



Mustapha Lawal
Nigeria



Facundo Rodriguez
Argentine



Himani Singh
Inde



Ramna Saeed
Pakistan



Roi Vincent M. Merca
Philippines



Alliances de la société civile pour l'autonomisation numérique CADE

CADE vise à renforcer la capacité des organisations de la société civile à mener des actions de plaidoyer efficaces dans le cadre des processus multilatéraux et multipartites de gouvernance de l'Internet. Il soutient la participation inclusive, en particulier celle des pays du Sud, et promeut une approche politique centrée sur l'humain dans l'élaboration des politiques et des normes numériques.

Avertissement : Ce manifeste a été cofinancé par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Forus et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



En savoir plus